REGLEMENT

Appel à projets – Egalités des chances

1 Cadre 2
1.1 Objectifs généraux 2
1.2 Structures porteuses de projets 2
1.3 Montant maximum octroyé 2
1.4 Localisation 2
1.5 Durée de mise en œuvre 2
1.6 Modalités pratiques 2
2 Conditions d'admissibilité des projets 3
2.1 Respect des objectifs généraux, des formes et des délais 3
2.2 Cohérence du budget 3
3 Critères d'évaluation des projets 3
4 Procédure de sélection des projets subsidiés 3
5 Dépenses éligibles et non éligibles 4
5.1 Eligibilité générale 4
5.2 Frais de bénévoles 4
5.3 Frais d'investissement 4
5.4 Frais de mise en œuvre du projet 4
6 Liquidation du subside et justification des dépenses 5
7 Communication 5
8 Annulation du subside 5
9 Litige 5

VILLE DE BRUXELLES • STAD BRUSSEL
Services du secrétaire • Diensten van de Secretaris
Cellule Egalité des chances • Cel Gelijke Kansen
Rue des Halles 4, 1000 Bruxelles • Hallestraat 4, 1000 Brussel
T. 02 279 21 50 - egalitedeschances@brucity.be - www.bruxelles.be • www.brussel.be

1 Cadre

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, la Ville de Bruxelles peut accorder des subsides à des associations à but non lucratif qui développent des projets sur le plan de l'Egalité des Chances. Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et la procédure d'octroi de ces subsides.

1.1 Objectifs généraux

Les projets visés par le présent règlement devront lutter contre au moins une des discriminations suivantes :

- projets en matière d'égalité entre les femmes* et les hommes* (Il est entendu par femme, toute personne s'identifiant comme telle/Il est entendu par homme, toute personne s'identifiant comme tel) qui ont pour objectif général de lutter contre toute forme de discrimination selon le critère du sexe, de promouvoir l'égalité des femmes* et des hommes* à tout niveau de la société et d'ancrer cette égalité dans les pratiques et mentalité.

- projets LGBTQIA+ qui ont pour objectif général l'inclusion et la lutte contre les discriminations envers la communauté LGBTQIA+. Le terme « LGBTQIA+ » a pour ambition d'englober tout le spectre de la fluidité du genre et des identités sexuelles, les projets permettront une compréhension pour favoriser l'acceptation de chacun.e.s.

- projets liés à la diversité* et à la lutte contre le racisme qui ont pour objectif général de promouvoir et valoriser la diversité dans son ensemble (au sens du présent règlement, le terme général « diversité*» vise la diversité sociale, culturelle, de convictions philosophiques ou religieuses, de couleur de peau, de nationalité ou d'origine nationale, d'ascendance, etc.) ; de sensibiliser le public aux questions liées au racisme individuel et systémique ; de mobiliser le public à s'engager à titre individuel et collectif dans la lutte contre le racisme ; ainsi que de soutenir les personnes victimes de racisme.

- projets en matière de handicap qui ont pour objectif général de lutter contre les discriminations envers les personnes en situation de handicap et le validisme (le validisme se caractérisant par la conviction de la part des personnes valides que leur absence de handicap et/ou leur bonne santé, leur confère une position plus enviable et même supérieure à celle des personnes en situation de handicap). Les projets peuvent aussi avoir pour objectif de soutenir l'accessibilité universelle soit l'accessibilité à tout pour toutes et tous.

Il est en tout état de cause précisé que les projets devront respecter toutes les valeurs de l'Egalité des chances telles que définies ci-dessus, dans l'ensemble des messages véhiculés par le/les contenu(s) du programme de l'activité et/ou du projet proposé.

1.2 Structures porteuses de projets

Seuls sont admissibles les projets présentés par des associations sans but lucratif qui ont au minimum douze mois d'existence officielle (statuts publiés au greffe) à la date de remise de la candidature.

1.3 Montant maximum octroyé

Le montant maximum du subside alloué par projet est de 4.000€.

1.4 Localisation

Les projets doivent être mis en œuvre et se dérouler sur le territoire de la Ville de Bruxelles : https://www.bruxelles.be/sites/default/files/bxl/Postcodes.pdf

1.5 Durée de mise en œuvre

Le projet doit être terminé au plus tard 12 mois après le paiement du subside.

1.6 Modalités pratiques

Les associations doivent introduire leur candidature à l'aide du formulaire ad hoc disponible sur la page web Egalite des chances de la Ville de Bruxelles de préférence en version digitale, sous format PDF, par courrier électronique à : egalitedeschances@brucity.be. Si le formulaire est introduit en version papier, il doit être adressé à : Cellule Egalité des Chances, rue des Halles 4, 1000 Bruxelles. Le formulaire est aussi disponible sur demande à l'adresse egalitedeschances@brucity.be ou au 02.279.21.50.

La candidature devra parvenir à la Ville de Bruxelles au plus tard à la date qui aura été fixée par le Collège pour la clôture de l'appel à projets.

Un accusé de réception sera adressé aux différents candidats. Il est toutefois précisé qu'il est de la responsabilité des candidats s'ils ne le reçoivent pas de s'assurer que leur candidature a bien été reçue et dans le cas contraire de renvoyer une nouvelle candidature dans les formes et délais prévus.

Toutes les informations relatives à l'appel à projets seront publiées sur la page web Egalite des chances de la Ville de Bruxelles et ce jusqu'à la date de clôture.

2 Conditions d'admissibilité des projets

2.1 Respect des objectifs généraux, des formes et des délais

Pour être recevables, les projets devront avoir été communiqués à la Ville dans les formes et délais, et demeurer dans le cadre, prévus par l'article 1 ci-dessus.

Toute candidature incomplète ou tardive sera rejetée.

Les projets pourront prendre différentes formes, et viser des objectifs spécifiques divers. Ne seront en tout état de cause pas acceptés les projets consistant en une récolte de fonds quelle que soit la forme qu'elle prendrait.

2.2 Cohérence du budget

Le budget doit être cohérent et proportionnel avec les activités proposées.

A cet égard, il est expressément précisé qu'un projet qui prévoirait d'importantes dépenses pour, en fin de compte, n'organiser par exemple qu'une "petite" activité sera rejeté.

Le budget devra détailler les dépenses prévisionnelles exclusivement liées à la mise en œuvre du projet et demandées dans le cadre de ce subside.

3 Critères d'évaluation des projets

Les projets recevables seront évalués et notés sur la base des critères suivants :

- Impact du projet
Le projet doit avoir un impact sur un ou plusieurs des objectifs généraux cités au point 1

- Le projet a un impact sur un objectif général = 1 point
- Le projet a un impact sur deux objectifs généraux = 2 points
- Le projet a un impact sur plus de deux objectifs généraux= 3 points

- Utilisation du budget
- Des dépenses précises et pertinentes, c'est-à-dire qui semblent utiles et proportionnées en vue de réaliser le projet= 1 point
- Des dépenses précises et peu élevées au vu de l'ambition du projet : = 2 points

- Sensibilisation du public
Un point supplémentaire sera octroyé aux projets qui prévoient des efforts particuliers pour sensibiliser un public non concerné par la/les discrimination.s faisant l'objet du projet.

4 Procédure de sélection des projets subsidiés

Les différentes candidatures seront, dans un premier temps, analysées pour déterminer quels sont les projets répondant à toutes les conditions d'admissibilité du point 2.

Les candidatures recevables seront ensuite analysées et notées sur la base des critères de sélection visés au point 3.

Le Collège décidera d'octroyer un subside aux projets recevables les mieux notés, en fonction du budget disponible, étant toutefois entendu que le Collège conserve la possibilité de ne pas attribuer tout ou partie de ce budget.

Cette décision sera notifiée à toutes les personnes qui auront introduit une demande de subside.

5 Dépenses éligibles et non éligibles

5.1 Eligibilité générale

Seules les **dépenses spécifiques à la mise en œuvre du projet** pourront être couvertes par le subside octroyé. Les frais généraux de fonctionnement de l'association ne seront jamais couverts.

Les dépenses doivent correspondre au budget prévisionnel proposé dans la candidature. Tout changement dans les dépenses en cours de projet devra d'abord être avalisé par la Ville de Bruxelles.

Le projet peut faire l'objet de subsides d'autres instances. Le remboursement d'une dépense ne sera cependant pas accepté si elle a déjà fait l'objet d'un autre financement.

5.2 Frais de bénévoles

Attention : Les frais de personnel de l'association, quel que soit leur statut (employé, dirigeant de l'association, ou autre) ne sont pas éligibles.

Sont éligibles les prestations de volontariat/bénévolat spécifiquement liées au projet et les dépenses de ces bénévoles sur présentation d'un contrat/d'une attestation de volontariat/bénévolat accompagné/e de leur preuve de paiement.

5.3 Frais d'investissement

Les frais d'investissement sont les dépenses d'achat de matériel dont la durée d'usage s'étend au-delà de la période de 12 mois visée à l'article 1.5 du présent règlement.

Les frais d'investissement ne seront admis dans le cadre du présent règlement que dans les conditions suivantes :

- En ce qui concerne le matériel qui doit servir directement et exclusivement au public visé par les discriminations (exemple : une rampe permettant l'accès à un bâtiment pour des personnes en situation de handicap). Le montant total de ces frais ne peut dépasser 1000 euros. Le matériel ainsi acquis devra être conservé par l'association pendant toute la durée d'usage de ce matériel, et pendant toute cette période, il devra continuer à être mis à la disposition du public visé par les discriminations.

- En ce qui concerne le matériel utile au projet mais qui ne servira pas exclusivement au public visé par les discriminations). Le montant total de ce frais ne peut dépasser 16% du subside. Le matériel ainsi acquis devra être conservé par l'association pendant toute la durée d'usage de ce matériel, et pendant toute cette période, il devra continuer à être utilisé pour lutter contre les discriminations.

5.4 Frais de mise en œuvre du projet

- Les frais de transport ;
- Les frais d'assurance du matériel ;
- Les frais de promotion du projet (flyers, site Internet…)
- Les prestations effectuées par un ou des prestataires externes
- Achat de consommables (il s'agit de dépenses d'achats de matériel dont la durée d'usage ne dépasse pas la durée du projet)
-…

6 Liquidation du subside et justification des dépenses

Le subside est liquidé en une fois après la réception de la déclaration de créance.

L'asbl lauréate est tenue d'introduire un rapport d'activité et les pièces justificatives pour toutes les dépenses pour lesquelles le subside est obtenu au plus tard 15 mois à compter du paiement du subside, de préférence par voie électronique à l'adresse egalitedeschances@brucity.be ou en version papier, adressée à la Cellule Egalité des Chances, 4 rue des Halles, 1000 Bruxelles

Seules les pièces justificatives suivantes seront acceptées :

- Factures établies selon la réglementation en vigueur ;
- Tickets de caisse ;
- Les déclarations de créance et la preuve de leur paiement ;
- Les attestations/contrats de volontariat/bénévolat et leur preuve de paiement.

La Ville de Bruxelles se réserve le droit de refuser des pièces qui n'attesteraient pas clairement la dépense ou qui attesteraient un montant abusif. Dans ce cas, l'association sera tenue de restituer le subside.

Les canevas de la déclaration de créance et du rapport d'activités sont disponibles sur demande à l'adresse egalitedeschances@brucity.be ou par téléphone 02.279.21.50.

7 Communication

Toute communication relative au projet subsidié devra reproduire le logo de la Ville de Bruxelles en respectant la charte graphique : https ://www.bruxelles.be/charte-graphique et mentionner « Avec le soutien de la Ville de Bruxelles ».

8 Annulation du subside

Les subsides octroyés dans le cadre du présent règlement sont accordés en vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Le non-respect du présent règlement ou la communication de renseignements erronés entraîneront l'annulation totale ou partielle du subside octroyé, le cas échéant le remboursement du subside déjà perçu, ainsi que le refus d'octroi de toute subvention future.

Il est à cet égard encore précisé que si l'association ne respecte pas l'obligation de conservation et d'utilisation du matériel acquis au moyen du subside telle que prévue à l'article 5.3 du présent règlement, le subside devra être remboursé au prorata du nombre d'années encore à courir pendant lesquelles on aurait pu légitimement s'attendre à ce que le bien soit encore utilisé (étant entendu que l'amortissement comptable des biens acquis sert de norme de référence pour déterminer la durée de vie d'un bien).

9 Litige

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent règlement est de la compétence des cours et tribunaux de Bruxelles.

REGLEMENT

Projectoproep – Gelijke kansen

1 Kader 2
1.1 Algemene doelstellingen 2
1.2 Structuur van de initiatiefnemers van de projecten 2
1.3 Maximum toegekend bedrag 2
1.4 Locatie 2
1.5 Duur van de uitvoering 2
1.6 Praktische aspecten 2
2 Toelatingsvoorwaarden van de projecten 3
2.1 Naleving van de algemene doelstellingen, vorm en termijn 3
2.2 Coherentie van de begroting 3
3 Criteria voor projectevaluatie 3
4 Selectieprocedure van de gesubsidieerde projecten 4
5 Uitgaven die wel en niet in aanmerking komen 4
5.1 Algemene subsidiabiliteit 4
5.2 Vrijwilligerskosten 4
5.3 Investeringskosten 4
5.4 Kosten voor de uitvoering van het project 4
6 Uitbetaling van de subsidie en verantwoording van de uitgaven 5
7 Communicatie 5
8 Intrekking van de subsidie 5
9 Geschillen 6

VILLE DE BRUXELLES • STAD BRUSSEL
Département Organisation • Departement Organisatie
Cellule Egalité des chances • Cel Gelijke Kansen
Rue des Halles 4, 1000 Bruxelles • Hallenstraat 4, 1000 Brussel
T. 02 279 21 50 – egalitedeschances@brucity.be – www.bruxelles.be • www.brussel.be

1 Kader

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan de Stad Brussel subsidies toekennen aan verenigingen zonder winstoogmerk die projecten op het gebied van gelijke kansen willen ontwikkelen. Dit reglement heeft tot doel de voorwaarden en de procedure vast te stellen voor de toekenning van deze subsidies.

1.1 Algemene doelstellingen

De projecten waarop dit reglement zich richt, moeten ten minste een van de volgende discriminaties aanpakken:

- Projecten betreffende de gelijkheid van vrouwen* en mannen* (met vrouw wordt bedoeld eenieder die zich als zodanig identificeert/met man wordt bedoeld eenieder die zich als zodanig identificeert) die als algemeen doel hebben alle vormen van discriminatie op grond van geslacht te bestrijden, de gelijkheid van vrouwen* en mannen* op alle niveaus van de samenleving te bevorderen en deze gelijkheid in de praktijk en op het vlak van mentaliteit te verankeren.

- Lgbtqia+-projecten met als algemeen doel inclusie en bestrijding van discriminatie van de lgbtqia+-gemeenschap. De term "lgbtqia+" is bedoeld om het volledige spectrum van genderfluïditeit en vormen van seksuele identiteit te omvatten, en de projecten zullen aansporen tot begrip om de acceptatie van iedereen te bevorderen.

- Projecten in verband met diversiteit en racismebestrijding die als algemeen doel hebben de diversiteit in haar geheel te bevorderen en te versterken (in de zin van dit reglement wordt met de algemene term "diversiteit" sociale en culturele diversiteit, filosofische of religieuze overtuigingen, huidskleur, nationaliteit of nationale oorsprong, afkomst, enz. bedoeld); het publiek bewust te maken van vraagstukken in verband met individueel en structureel racisme; het publiek te mobiliseren om zich individueel en collectief voor de strijd tegen racisme in te zetten; en ook de slachtoffers van racisme te steunen.

- Projecten op het gebied van handicap met als algemeen doel de bestrijding van discriminatie van personen met een handicap en van validisme (validisme wordt gekenmerkt door de overtuiging van valide mensen dat zij door hun afwezigheid van een handicap en/of hun goede gezondheid een benijdenswaardiger en zelfs superieure positie innemen ten overstaan van personen met een handicap). Projecten kunnen ook gericht zijn op universele toegankelijkheid, d.w.z. toegankelijkheid tot alles voor iedereen.

In ieder geval moeten de projecten alle hierboven omschreven waarden van gelijke kansen respecteren in alle boodschappen die door de inhoud van het activiteitenprogramma en/of het voorgestelde project worden overgebracht.

1.2 Structuur van de initiatiefnemers van de projecten

Alleen projecten afkomstig van verenigingen zonder winstoogmerk die bij de indiening van de kandidatuur ten minste twaalf maanden officieel bestaan (statuten gepubliceerd bij de griffie) komen in aanmerking.

1.3 Maximum toegekend bedrag

Het per project toegekende subsidiebedrag bedraagt maximum € 4.000.

1.4 Locatie

De projecten moeten worden uitgevoerd en plaatsvinden op het grondgebied van de stad Brussel: https://www.brussel.be/sites/default/files/bxl/Postcodes.pdf

1.5 Duur van de uitvoering

Het project moet ten laatste 12 maanden na de betaling van de subsidie zijn voltooid.

1.6 Praktische aspecten

De verenigingen moeten hun kandidatuur indienen door middel van het daartoe bestemde formulier dat beschikbaar is op de website van Gelijke Kansen van de Stad Brussel, bij voorkeur in digitale vorm, in pdf-formaat, per e-mail naar gelijkekansen@brucity.be. Als het formulier in papieren vorm wordt ingediend, moet het naar de volgende geadresseerde worden gestuurd: Cel Gelijke Kansen, Hallenstraat 4, 1000 Brussel.

Het formulier is ook op aanvraag verkrijgbaar via gelijkekansen@brucity.be of het nummer 02 279 21 50.

De kandidatuur moet ten laatste op de door het college vastgestelde datum voor de afsluiting van de projectoproep in het bezit zijn van de Stad Brussel.

De verschillende kandidaten krijgen een ontvangstbevestiging. Er wordt evenwel opgemerkt dat het de verantwoordelijkheid van de kandidaten is om, als zij geen bevestiging ontvangen, zich ervan te vergewissen dat hun kandidatuur is ontvangen. Als dit niet het geval is, is het hun verantwoordelijkheid om een nieuwe kandidatuur overeenkomstig de bepaalde vorm en termijn in te dienen.

Alle informatie over de projectoproep zal worden gepubliceerd op de website van Gelijke Kansen van de Stad Brussel tot de afsluitingsdatum.

2 Toelatingsvoorwaarden van de projecten

2.1 Naleving van de algemene doelstellingen, vorm en termijn

Om ontvankelijk te zijn moeten de projecten binnen de vereiste vorm en termijn aan de Stad Brussel zijn meegedeeld, en binnen het in artikel 1 bedoelde kader blijven.

Onvolledige of laattijdige kandidaturen worden afgewezen.

De projecten kunnen verschillende vormen aannemen en verschillende specifieke doelstellingen hebben. Projecten die bestaan uit fondsenwerving in welke vorm dan ook worden in geen geval aanvaard.

2.2 Coherentie van de begroting

De begroting moet coherent zijn en in verhouding staan tot de voorgestelde activiteiten.

In dit verband wordt uitdrukkelijk bepaald dat een project dat grote uitgaven voorziet om uiteindelijk bijvoorbeeld een ‘kleine’ activiteit te organiseren, zal worden afgewezen.

In de begroting moeten de geraamde uitgaven die uitsluitend verband houden met de uitvoering van het project en die in het kader van deze subsidie worden gevraagd, gedetailleerd worden vermeld.

3 Criteria voor projectevaluatie

De ontvankelijke projecten worden geëvalueerd en gerangschikt op basis van de volgende criteria:

- Impact van het project

Het project moet een impact hebben op een of meer van de in punt 1 genoemde algemene doelstellingen.

- Het project heeft een impact op één algemene doelstelling = 1 punt
- Het project heeft een impact op twee algemene doelstellingen = 2 punten
- Het project heeft een impact op meer dan twee algemene doelstellingen = 3 punten

- Gebruik van het budget

- Uitgaven zijn nauwkeurig en relevant, d.w.z. lijken nuttig en proportioneel voor de uitvoering van het project = 1 punt

- Nauwkeurige en lage uitgaven in het licht van de ambitie van het project: = 2 punten

- Bewustmaking van het publiek

Een extra punt zal worden toegekend aan projecten die bijzondere inspanningen leveren om een publiek dat niet betrokken is bij de discriminatie(s) waarop het project betrekking heeft, bewust te maken.

4 Selectieprocedure van de gesubsidieerde projecten

De verschillende kandidaturen zullen eerst worden onderzocht om te bepalen welke projecten aan alle toelatingsvoorwaarden van punt 2 voldoen.

De ontvankelijke kandidaturen worden vervolgens geanalyseerd en gerangschikt op basis van de in punt 3 genoemde selectiecriteria.

Het college zal besluiten een subsidie toe te kennen aan de best gerangschikte ontvankelijke projecten, afhankelijk van het beschikbare budget, met dien verstande dat het college de mogelijkheid behoudt dit budget geheel of gedeeltelijk niet toe te kennen.

Dit besluit zal aan alle subsidieaanvragers worden medegedeeld.

5 Uitgaven die wel en niet in aanmerking komen

5.1 Algemene subsidiabiliteit

Alleen **uitgaven die specifiek zijn voor de uitvoering van het project** kunnen door de subsidie worden gedekt. De algemene werkingskosten van de vereniging zullen nooit worden gedekt.

De uitgaven moeten in overeenstemming zijn met de in de kandidatuur voorgestelde begroting. Elke wijziging in de uitgaven in de loop van het project moet eerst door de Stad Brussel worden goedgekeurd.

Het project mag subsidies ontvangen van andere instanties. De terugbetaling van een uitgave wordt echter niet aanvaard als ze al op een andere manier gefinancierd werd.

5.2 Vrijwilligerskosten

Opmerking: De kosten voor personeel van de vereniging, ongeacht hun statuut (werknemer, voorzitter van de vereniging of andere), komen niet in aanmerking.

De kosten van vrijwilligerswerk dat specifiek verband houdt met het project en de uitgaven voor deze vrijwilligers op vertoon van een contract/attest van vrijwilligerswerk, vergezeld van een betalingsbewijs, komen in aanmerking.

5.3 Investeringskosten

Investeringskosten zijn de uitgaven voor de aankoop van materiaal dat langer dan de in artikel 1.5 van dit reglement bedoelde periode van 12 maanden zal worden gebruikt.

Investeringskosten worden uit hoofde van dit reglement alleen onder de volgende voorwaarden toegestaan:

- Met betrekking tot materiaal dat rechtstreeks en uitsluitend moet worden gebruikt door het publiek waarop de discriminatie betrekking heeft (bijvoorbeeld een oprijplaat die toegang geeft tot een gebouw voor mensen met een handicap). Het totale bedrag van deze kosten mag niet hoger zijn dan 1000 euro. Het aldus aangekochte materiaal moet door de vereniging worden behouden gedurende de gehele gebruiksduur van dit materiaal en gedurende deze periode moet het ter beschikking van het door de discriminatie beoogde publiek blijven.

- Met betrekking tot materiaal dat nuttig is voor het project, maar dat niet uitsluitend wordt gebruikt door het publiek waarop de discriminatie betrekking heeft. Het totale bedrag van deze kosten mag niet meer bedragen dan 16% van de subsidie. Het aldus aangekochte materiaal moet door de vereniging worden behouden gedurende de gehele gebruiksduur van dit materiaal en gedurende deze periode moet het verder worden gebruikt voor de bestrijding van discriminatie.

5.4 Kosten voor de uitvoering van het project

- Vervoerskosten

- Verzekeringskosten van het materiaal

- Kosten voor het promoten van het project (flyers, website, enz.)

- Diensten die worden verricht door een of meer externe dienstverleners

- Aankoop van verbruiksgoederen (dit betreft uitgaven voor de aankoop van materiaal waarvan de gebruiksduur de duur van het project niet overschrijdt)

-…

6 Uitbetaling van de subsidie en verantwoording van de uitgaven

De subsidie wordt in één keer uitbetaald na ontvangst van de schuldvordering.

De geselecteerde vzw moet ten laatste 15 maanden na de betaling van de subsidie een activiteitenverslag en bewijsstukken voor alle uitgaven waarvoor de subsidie is verkregen, indienen, bij voorkeur elektronisch op het volgende adres: gelijkekansen@brucity.be, of in papieren vorm, gericht aan de Cel Gelijke Kansen, Hallenstraat 4, 1000 Brussel.

Enkel de volgende bewijsstukken worden aanvaard:

- Facturen opgesteld overeenkomstig de geldende reglementering en voorschriften
- Kastickets
- Schuldvorderingen en bijhorende betalingsbewijzen
- Contracten/attesten van vrijwilligerswerk en bijhorende betalingsbewijzen

De Stad Brussel behoudt zich het recht voor om bewijzen van uitgaven te weigeren die de uitgave niet duidelijk aantonen of die wijzen op een onrechtmatige prijs. In dat geval moet de vereniging de subsidie terugbetalen.

De modellen voor de schuldvordering en het activiteitenverslag zijn beschikbaar op aanvraag via het adres gelijkekansen@brucity.be of op aanvraag per telefoon op het nummer 02 279 21 50.

7 Communicatie

Alle communicatie over het gesubsidieerde project moet het logo van de Stad Brussel weergeven, overeenkomstig de huisstijl https://www.brussel.be/grafisch-charter, en het volgende vermelden: "Met de steun van de Stad Brussel".

8 Intrekking van de subsidie

De in het kader van dit reglement toegekende subsidies worden toegekend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van toelagen.

Bij niet-naleving van dit reglement of bij het verstrekken van onjuiste informatie wordt de toegekende subsidie geheel of gedeeltelijk ingetrokken, worden eventueel reeds ontvangen subsidies terugbetaald en wordt elke toekomstige subsidie geweigerd.

In dit verband wordt verder gepreciseerd dat indien de vereniging niet voldoet aan de in artikel 5.3 van dit reglement vastgestelde verplichting om door middel van de subsidie aangekocht materiaal te behouden en te gebruiken, de subsidie moet worden terugbetaald naar rato van het aantal resterende jaren waarin redelijkerwijs kon worden verwacht dat het goed nog zou worden gebruikt (met dien verstande dat de boekhoudkundige afschrijving van de verworven activa als referentienorm wordt gebruikt om de levensduur van een goed te bepalen).

9 Geschillen

Elk geschil met betrekking tot de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van dit reglement valt onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van Brussel.